

Pour débattre sur nos réponses à la crise

Maxime Durand, *Critique communiste* n°72, Mars 1988

Ce mini-dossier présente sous forme ramassée quelques faits saillants et quelques arguments qui peuvent être utiles dans le débat économique.

1. Lier critique de fond du capitalisme, argumentation économique et cadrage politique

Sur chaque thème, il est possible d'avancer une réponse combinant trois niveaux. Le premier niveau renvoie à une critique de fond du capitalisme : ce système ne peut plus fonctionner correctement et si rien n'est fait, son évolution spontanée conduit à des résultats insupportables. Exemple : le Plan prévoit 14,6 % de chômeurs en 1992 soit de l'ordre de trois millions et demi. Il est donc absurde de penser que l'on peut continuer sans rien changer. Second niveau : il s'agit ici de présenter une information montrant qu'il existe des marges de manœuvre objectives, la meilleure preuve en est qu'il y a eu des ruptures de tendance plus ou moins bien digérées par la société mais n'allant pas dans le bon sens. Exemple : malgré les progrès de l'automatisation et la montée du chômage, la durée du travail moyenne est obstinément bloquée au niveau de la durée légale, c'est-à-dire 39 heures. On n'a donc plus rien fait de ce côté là. Troisième niveau : il faut montrer que ce ne sont pas les solutions (au sens technique) qui manquent, mais la volonté politique et la mobilisation nécessaires pour les mettre en œuvre. Exemple : les 35 heures, c'est comme le désarmement, il faut bien que quelqu'un commence. Si les 35 heures étaient instituées en France, cette initiative permettrait d'accoucher d'une Europe de progrès social et non du monstre libéral de 1992.

2. Du profit à l'investissement : ça coince !

Le profit ("EBE" Excédent Brut d'Exploitation) représentait 31,2 % de la valeur ajoutée en 1987 contre 25,6 % en 1982, soit un déplacement massif concernant 5,6 % de la valeur ajoutée. A titre de comparaison les mesures 35 heures + SMIC + revenu minimum représentent de l'ordre de 7 % du Produit National. Ce n'est pas beaucoup plus. . . Ce profit ne s'est pas transformé en investissement productif : ce dernier n'a en effet augmenté que de 6 % en 6 ans : il s'agit donc là d'un énorme "détournement de fonds" dont la seule légitimité n'aurait pu être trouvée que dans l'investissement. Par conséquent, cette masse de profit non investi représente une importante source de financement qu'il faut orienter vers des utilisations socialement utiles. Petit calcul : en 1986, les ménages ont reçu 327 milliards de F d'intérêts et de dividendes. Les livrets de Caisses d'Epargner apportent 1200 milliards x 4,5 % = 54 milliards de F, l'épargne-logement 240 milliards x 10 % = 24 milliards de F. Admettons qu'il s'agisse là des revenus de l'épargne populaire (en fait, c'est moins) : il reste donc environ 250 milliards de F (327 - 54 - 24) qui correspondent à une épargne qui s'investit peu et qui jouit de taux d'intérêt exorbitants. Utiliser cet argent à créer des emplois, assurer des revenus décents, serait certainement plus constructif que de le jouer à la Bourse. Il existe d'énormes degrés de liberté, la société libérale n'est pas la seule possible.

3. La courbe de la durée du travail ne baisse plus

Il y avait depuis 68 une baisse régulière de la durée du travail qui restait nettement au-dessus de la barre légale des 40 heures : 42,5 heures en 1975, 40,5 à l'arrivée de la gauche. Le passage de la durée légale à 39 heures marque un seuil au début de 1982 : la durée moyenne passe à 39,5 heures. Mais très vite la durée moyenne rejoint la durée légale qui sert dorénavant de butoir : depuis près de 4 ans on en reste bloqué à ces immuables 39 heures. Au total, la courbe ci-contre montre que la durée du travail aura plus baissé sous Giscard (2 heures) que sous Mitterrand (1heure1/2) alors que le problème du chômage est pourtant allé en s'aggravant.

4. Le capitalisme est fondamentalement incapable de donner une réponse au problème de l'emploi

Les prévisions de l'INSEE sur l'emploi sont très mauvaises comme le montre le tableau ci-dessous qui donne les variations par grandes branches.

Secteur	1986 à 1992	1980 à 1986
Agriculture	- 272 000	- 330 000
Energie	- 35 000	- 3 000
Industrie	- 407 000	- 746 000
Bâtiment	- 71 000	- 325 000
Commerces	+ 53 000	- 13 000
Transports télécom.	- 36 000	+ 56 000
Services marchands	+ 248 000	+ 241 000
Assurances et banques	- 8 000	+ 43 000
Services non marchands	- 124 000	+ 669 000
Total	- 652 000	- 407 000

Comme on peut le constater, les suppressions d'emploi continuent à un rythme équivalent et, surtout, les services non marchands (en grande partie la fonction publique : santé, éducation, collectivités locales, etc.) cessent de créer des emplois.

Au total il y aura plus d'emplois supprimés d'ici à 1992 (-652 000) que depuis 1980 (-407 000) et le taux de chômage atteindra selon le Plan 14,6 % en 1992, soit 3 millions et demi de chômeurs.

La marge de manœuvre essentielle pourrait être trouvée dans la réduction de la durée du travail. Rappelons ici l'équation fondamentale de l'emploi et de la production :

$$\text{Production} = \text{Productivité} \times \text{Emploi} \times \text{Durée du travail}$$

Toute politique économique joue sur chacun de ces quatre termes. Quelles sont les perspectives pour l'économie française ? Ce sont :

- * production : croissance lente
- * productivité : croissance moyenne
- * durée du travail : constante
- * emploi : en baisse

Il faut jouer sur le paramètre durée du travail : passer de 39 à 35 heures, c'est réduire la durée du travail de 10 % et le taux de chômage c'est justement 10 %. Si ce rapprochement ne doit pas être mécanique, il montre cependant l'ampleur des marges de manœuvre.

Il faut un mode d'organisation sociale permettant de faire les bons choix. Ceux-ci sont beaucoup plus larges que les technocrates le disent et l'on peut ainsi choisir :

- * de produire plus : qui a décidé en effet du ralentissement de la croissance, malgré des capacités de production disponibles et le chômage ?
- * de baisser la productivité : donner la priorité aux besoins sociaux (secteurs à moindre progression de la productivité) c'est ralentir la croissance de la productivité.
- * de réduire la durée du travail
- * d'augmenter l'emploi par une combinaison des trois méthodes ci-dessus. Ce qui empêche de le faire, c'est l'organisation capitaliste qui a ses propres critères qui ne conduisent pas à l'optimum social. Pour être rentable et compétitif, il faut en effet :
 - * ne produire que ce qui est rentable et donc, en l'état actuel des choses, produire moins
 - * baisser les salaires et donc produire moins de biens de consommation
 - * augmenter la productivité
 - * ne pas réduire la durée du travail et au contraire augmenter la durée d'utilisation du capital par le travail en équipes, le travail de nuit, etc.

5. Ne pas subir la fameuse contrainte extérieure, refuser le mythe de la compétitivité

La fameuse "contrainte extérieure" est souvent évoquée pour montrer que toute relance ou distribution de revenu est impossible. Le SMIC est impossible, les 35 heures sont impossibles, le revenu minimum est impossible, bref est impossible tout ce qui remet en cause la sacro-sainte compétitivité. A ce refrain, une première démonstration s'impose : la solution à la crise des tenants de la compétitivité a ceci de particulier que si tout le monde l'applique, on obtient une crise encore plus profonde. Il s'agit pour eux de baisser les salaires (et donc le marché intérieur) pour baisser les coûts, augmenter la compétitivité, vendre plus à l'étranger et même, qui sait, créer des emplois. Mais si tout le monde fait cela ? Dans ce cas là il est facile de comprendre que tout le monde ne peut vendre plus à tout le monde et qu'au bout du compte on débouche sur encore moins d'échanges, de production, et d'emploi.

Maintenant on peut en plus avancer un argument franco-français : le capitalisme français tire particulièrement mal son épingle du jeu. On nous disait : "serrez la ceinture, on rétablit la compétitivité, on exporte plus et on peut créer des emplois". On a vu ce que l'on a vu : pour la première fois depuis très longtemps, merci Madelin, le solde industriel est devenu structurellement déficitaire. Et il n'y a pas de perspective de redressement:

* déficit total 1987 = 31 milliards de F

* prévision INSEE pour 1992 = déficit de 41 milliards de F

Mais la France n'est pas un pays sous-développé : il y a des marges de manœuvre pour faire autre chose. Sans tomber dans le chauvinisme du "produisons français" il faut constater que la moitié des importations industrielles de la France, soit près de 300 milliards de F, porte sur des produits que des industries françaises produisent et exportent, et donc savent produire de manière compétitive... Et seulement 20 % des importations industrielles concernent des produits que l'industrie française ne produit pas. Cela permet de mesurer l'ampleur de cette marge de manœuvre.

Mais ce qui est décisif, c'est la réussite de l'expérience de transformation sociale en France pour accoucher de l'Europe des travailleurs. Un revenu décent pour tous, le retour au plein emploi, le passage aux 35 heures, s'ils se mettaient en place en France, déclencheraient inévitablement un processus d'extension au niveau européen qui permettrait à terme un rééquilibrage par le haut du commerce extérieur. On aurait là cette "relance concertée" que les capitalistes ne savent pas faire. Elle aurait bien sûr une tout autre nature sociale. Le choix est clair : il est entre cette Europe, l'Europe des travailleurs, et l'Europe libérale de Chirac et de Barre. Et cette dernière signifie plus de chômage, et plus d'austérité parce que c'est au fond le seul moyen de régulation que connaît le système capitaliste. C'est le plus absurde puisque cela consiste, pour ne pas avoir à importer 1, à baisser la production de 3 ou 4. Cette logique n'est pas rigoureuse : elle conduit à terme à la récession et au rétrécissement du commerce, et donc à l'enfoncement dans la crise. Il faut bousculer cette façon de penser qui ne peut mener qu'à la catastrophe.

6. La crise du capitalisme enfonce le Tiers-Monde dans la misère

C'est réellement le monde à l'envers puisqu'en 1987 la Banque mondiale indique que les pays endettés envoient un flux net de 30 milliards de dollars vers les pays impérialistes. C'est évidemment le résultat de leurs versements d'intérêts qui se montent à 70 milliards de dollars. Soyons un peu plus précis : si l'on considère les 17 pays les plus endettés, principalement d'Amérique Latine, on obtient les résultats suivants. La dette totale de ces pays se monte à 485 milliards de dollars et représente 60 % de leur PIB, tandis que 24 % de leurs exportations doivent être consacrés au paiement des intérêts. Dans ces mêmes pays, la consommation par tête a baissé de 1,6 % chaque année depuis 1980 : autant dire que le poids de la dette a contribué à baisser de 10 % un niveau de vie déjà extrêmement bas et mal réparti.

Ces chiffres portent condamnation d'un système. Mais il faut les rapprocher de ceux concernant les Etats-Unis pour mesurer le scandale. Alors que dans les pays les plus pauvres, le moindre "excès", le moindre "emballement" de l'économie, voit débarquer les envoyés du FMI charger de rétablir l'ordre et la rigueur économique, la première puissance impérialiste se permet un déficit annuel de 150 milliards. D'un côté on fustige les mauvais gestionnaires, les peu-rigoureux, de l'autre on s'endette en un an plus qu'un pays comme le Brésil depuis 25 ans ! Et ce n'est pas tout : comme les USA sont la puissance dominante, ils imposent des taux d'intérêts élevés pour séduire les capitaux dont ils ont besoin pour financer leur déficit. Reprenons le cheminement ; on obtient:

déficit US ---> taux d'intérêts élevés ---> hausse des intérêts payés par le Tiers-Monde ---> aggravation de leur situation.

Autrement dit, il n'est pas absurde de dire qu'aujourd'hui l'austérité et la misère dans le Tiers Monde sont le prix à payer pour le financement du déficit US : tout est lié. Et on voit bien, du coup, pourquoi cette situation ne peut se dénouer facilement.

7. La crise financière mondiale n'a plus d'autre issue que la récession

Le rôle de locomotive joué par les USA était la dernière carte possible pour donner un peu de tonus à un système malade. Mais on ne faisait que reculer pour mieux sauter, et la cure sera d'autant plus sévère. Tous les organismes de prévision partagent à des degrés divers cette analyse : leur pessimisme, en l'occurrence leur réalisme, étant proportionnel à leur distance du patronat et du gouvernement. Il faut enfoncer ce clou de deux manières. D'abord, avec la démonstration du krach boursier, il doit être facile d'expliquer qu'"ils ne savent pas où ils nous emmènent"; il n'y a pas d'un côté ceux de la rigueur qui savent et agissent en conséquence, rudement mais sagement, et, de l'autre côté, les utopistes irresponsables. Utopie, oui, en un sens. Irresponsabilité, certainement pas : celle-ci est du côté de ceux qui font payer les dettes des riches avec les intérêts des pauvres ou qui ont eu cette idée lumineuse de payer des paysans pour mettre leurs terres en jachère. Et puis il faut savoir être cruel et rappeler à l'occasion les déclarations plus ou moins imbéciles ou plus ou moins malhonnêtes des uns et des autres : les plus de 400 000 emplois que créeraient selon le CNPF des patrons libres de licencier, les chômeurs créateurs d'entreprises de Barre, les fonds salariaux pour l'emploi et autres nouvelles solidarités chères à la CFDT, les nouveaux critères de gestion du PCF avec le rapport VA/C de Boccard, l'"emploi d'abord" de Mitterrand (c'est réussi !), etc.

Il y a quatre ans, nous écrivions dans *Critique Communiste* n°23: "faire croire que l'on peut lutter contre le chômage sans rompre avec la logique capitaliste qui le produit, c'est se tromper sur la nature de la crise et tromper les travailleurs (...) se soumettre aux règles d'un système absurde, ce n'est pas faire preuve de réalisme; reconnaître la réalité de la crise ce n'est pas s'y adapter". Il n'est pas sans intérêt de constater que la théorie marxiste conduit à une plus grande clairvoyance que les rodomontades pseudo-modernistes.

Et il faut s'appuyer sur l'ensemble de ces démonstrations pour montrer que dans la situation de crise durable que nous vivons, il n'y a pas de place pour les rafistolages. Tout a été essayé : c'est aujourd'hui l'utopie qui devient réaliste.